

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 12 décembre 2022.

86 % des Péruviens désapprouvent le Parlement. Soutien inconditionnel à Pedro Castillo.

Pérou : deux morts lors des manifestations contre Dina Boluarte - LePoint.fr 12 décembre 2022

Fraîchement investie mercredi, après la destitution de Pedro Castillo, la nouvelle présidente péruvienne suscite la fronde d'une large partie de son pays.

Le Pérou en proie à de vives tensions. Deux personnes sont mortes et cinq personnes au moins ont été blessées dimanche 11 décembre, lors de manifestations grandissantes contre la présidente Dina Boluarte après le coup d'État manqué et l'arrestation de l'ancien président Pedro Castillo.

Signe de la tension qui monte : une séance au Congrès sur la situation dans le pays a été suspendue après des incidents. Des images publiées sur les réseaux sociaux montrent un homme en train de donner un coup de poing par-derrière à un autre dans une allée de l'hémicycle puis une bousculade au centre de celle-ci, sans qu'il soit possible de savoir la cause. La séance était toujours suspendue dimanche en début de soirée.

Les protestations se sont multipliées à travers le pays, notamment dans les villes du nord et du sud des Andes. Des milliers de personnes se sont mobilisées dans les rues de Cajamarca, Arequipa, Tacna, Andahuaylas, Cusco et Puno, réclamant la libération de l'ancien chef de l'État et de nouvelles élections et appelant à une grève nationale.

La veille, des affrontements à Andahuaylas (sud) s'étaient soldés par un bilan de 20 blessés (16 civils et 4 policiers). Les violences ont repris dimanche avec des tirs de gaz lacrymogènes de la police et des jets de pierres de manifestants. Des renforts de la police antiémeute devaient arriver par avion pour contenir les manifestations, a-t-on appris auprès de la police.

Andahuaylas, située dans la région d'Apurimac, est la région d'origine de Dina Boluarte, qualifiée de « *traîtresse* » par les partisans de l'ex-président destitué. Le poste de police de Huancabamba, une ville d'Apurimac, a été incendié, selon la radio RPP. À Lima, entre 1 000 et 2 000 personnes ont manifesté devant le Congrès aux cris de « *Castillo, tu n'es pas seul, le peuple te soutient* » et en brandissant des pancartes accusant « *Dina (Boluarte) et le Congrès* » d'être des « *rats corrompus* ». Ils ont été dispersés avec des gaz lacrymogènes dimanche en début de soirée.

Lima a toujours tourné le dos à Pedro Castillo, enseignant rural et leader syndical déconnecté des élites, tandis qu'il était soutenu par les régions andines depuis les élections de 2021. Des syndicats agraires et organisations sociales paysannes et indigènes ont appelé dimanche à une « *grève indéfinie* » à partir de mardi, rejetant le Congrès et demandant des élections anticipées et une nouvelle Constitution.

Selon le communiqué du Front agraire et rural du Pérou, qui demande la « libération immédiate » de Pedro Castillo, celui-ci « *n'a pas perpétré de coup d'État* » lorsqu'il tenté, le 7 décembre, de

dissoudre le Parlement et d'instaurer un État d'urgence. Il a été arrêté quelques heures plus tard par son propre garde du corps alors qu'il se rendait à l'ambassade du Mexique pour demander l'asile politique. Il est accusé de « *rébellion* ».

Dina Boluarte, vice-présidente jusqu'à son investiture le 7 décembre après la destitution de Pedro Castillo, a formé samedi un gouvernement au profil indépendant et technique, avec un ancien procureur, Pedro Angulo, comme Premier ministre. « *Jusqu'à présent, la présidente n'a pas été claire sur la grande question : est-ce un gouvernement de transition ou un gouvernement qui a l'intention de rester jusqu'en 2026 ?* » a déclaré à l'Agence France-Presse l'analyste politique Giovanna Peñaflo.

La demande de nouvelles élections est associée à un rejet massif du Congrès : selon les sondages de novembre, 86 % des Péruviens désapprouvent le Parlement. Vendredi, Dina Boluarte n'avait pas exclu de convoquer des élections anticipées afin de trouver une sortie pacifique à la crise politique.

Parallèlement, la théorie avancée par l'ancien chef de cabinet et l'avocat de Pedro Castillo selon laquelle l'ancien président a été drogué à son insu lors de sa tentative de coup d'État ratée passionne le pays.

Dans une lettre que Pedro Castillo aurait écrite en prison, celui-ci assure qu'un médecin et des infirmières « *camouflés* » et un procureur « *sans visage* » (cagoulé) l'ont « *forcé* » à faire des prélèvements sanguins sans son consentement, évoquant un « *plan machiavélique* ». Le président de l'Institut de médecine légale, Francisco Brizuela, a, lui, indiqué que l'ex-président avait « *refusé de se soumettre* » aux tests.

Détruire un pays, piller sa richesse, massacrer sa population ne leur suffisaient pas, il leur faut supprimer sa culture ou le supprimer tout court.

Des objets d'art du Yémen volés, vendus aux enchères aux États-Unis et dans d'autres pays. - Press TV 3 décembre 2022

Le centre Al-Hodhod indique dans un nouveau rapport que plus de 4 265 objets d'art ont été passés en contrebande et vendus aux enchères dans six pays.

Le Centre d'études archéologiques al-Hodhod a publié un rapport documentant le vol d'antiquités yéménites et leur vente dans des enchères internationales.

Le rapport indique que les objets ont été vendus en Amérique par le biais de 5 ventes aux enchères, en Grande-Bretagne par le biais de 4 ventes aux enchères, en France par le biais de 3 ventes aux enchères, deux ventes aux enchères dans le régime d'apartheid israélien, et une vente aux enchères en Allemagne et aux Pays-Bas.

Le rapport indique que le nombre de pièces vendues et exposées s'élève à 2 167 objets aux États-Unis, tandis que 501 objets ont été introduits clandestinement dans le régime israélien et vendus là-bas.

Le rapport indique également que le centre al-Hodhod a été en mesure de reconnaître 2523 objets qui ont été vendus jusqu'à présent, pour une valeur estimée à 12 millions de dollars. Certains de ces objets ont une valeur de 800 000 dollars, comme un manuscrit datant du XVe siècle de notre ère.

Le centre a confirmé dans son rapport que les premières statistiques montrent que 1 384 artefacts sont désormais répartis dans sept musées internationaux.

Au début du mois d'août, un document classifié a révélé qu'un haut fonctionnaire de l'administration de l'ancien président yéménite en fuite, Abd Rabbuh Mansur Hadi, est en contact étroit avec des réseaux criminels qui pillent des biens archéologiques et des œuvres d'art sur des sites du patrimoine ancien dans tout le pays en guerre, et les vendent à des trafiquants d'antiquités.

Depuis la guerre dévastatrice menée par l'Arabie saoudite contre le Yémen en 2015, les forces saoudiennes et émiratiennes ont soutenu le trafic d'antiquités pour soutenir les pays occidentaux tout en affamant et en bombardant la population du Yémen. Selon les estimations, un million d'objets culturels se vendant à des millions de dollars ont été sortis clandestinement du pays, notamment des statues, des pièces de monnaie, des manuscrits et des inscriptions.

La guerre saoudienne a fait des centaines de milliers de morts et des millions de déplacés parmi les Yéménites. La guerre a également détruit les infrastructures du Yémen et répandu la famine et les maladies infectieuses dans ce pays du golfe Persique. *Press TV 3 décembre 2022*

A bas Charlie ! Soutien à FranceSoir.

J-C – Là aussi les faits nous ont donné raison, quand les corrompus du mouvement ouvrier publiaient des caricatures de Charlie Hebdo en soutien à une opération qui relevait du terrorisme d'Etat. On s'est déjà expliqué dans les précédentes causeries quant à notre soutien à FranceSoir, j'y renvoie les lecteurs.

Décision de la CPPAP : FranceSoir fait appel – Xavier Azalbert apporte de nouvelles informations - FranceSoir 10 décembre 2022

À la suite du retrait de l'agrément de la Commission paritaire des publications et agences de presse, FranceSoir fait appel de cette décision purement politique. Xavier Azalbert, directeur de la publication, apporte de nouvelles informations aux lecteurs et les remercie pour leur soutien.

La vidéo de Xavier Azalbert :

<https://lemediaen442.fr/decision-de-la-cppap-francesoir-fait-appel-xavier-azalbert-apporte-de-nouvelles-informations/>

Libération et l'art de la manipulation : un complot par récit réécrit - FranceSoir 10 décembre 2022

Paru seulement 10 heures après l'enquête de FranceSoir, l'article rédigé par le service CheckNews de Libération sur le scandale Fact & Furious est un cas d'école des travers du fact-checking. Son principe, louable mais dévoyé, vise à fournir au lecteur une version biaisée d'un récit, si ce n'est pas parfois le réécrire dans son intégralité, en recourant à plusieurs procédés.

Pour lire l'article :

<https://www.francesoir.fr/opinions-edits/liberation-et-lart-de-la-manipulation>

La manifestation des troupes de l'OTAN qu'il fallait boycotter. Ils sont nos ennemis.

Troupe de Poutine hors de toute l'Ukraine !

Manifestation samedi 10 décembre à 14 h 00 - Parvis des droits de l'homme - Place du Trocadéro en direction de l'ambassade de la Fédération de Russie à Paris

Premiers signataires:

A Manca - Assemblée européenne des citoyens – Association autogestion - Aplutsoc - ATTAC France Cedetim - Club Politique Bastille - Coopératives Longo Maï – Éditions Syllepse - Émancipation Lyon 69 Ensemble ! - Entre les lignes entre les mots - Fondation Copernic - Forum civique européen – FSU 03 - Gauche démocratique et sociale - Gauche écosocialiste - L'Insurgé - Les Humanités - Mouvement national lycéen - Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) - PEPS Pour une écologie populaire & sociale - Rejoignons- nous – Réseau syndical international de solidarité et de luttes – RESU France (Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine) - Réseau Penser l'émancipation - Union des Ukrainiens de France Union syndicale Solidaires

J-C - Dans leur appel ils trouveront le moyen de ne pas citer une seule fois l'OTAN, le Pentagone, Washington, l'UE. Pire, en appelant la Russie à quitter "*toute l'Ukraine*", ils apportent leur soutien à Zelenski et son régime néonazi qui bombardent et terrorisent le Donbass et toutes les régions de l'Ukraine russophone depuis 2014, et y ont fait entre 15 et 20.000 morts parmi la population civile.

Toutes ces organisations sont vraiment des ordures, à fuir absolument.

Confirmation. Le parti le plus dégénéré d'extrême gauche scissionne.

J-C – Dans tous ces partis il existe une fraction de dirigeants et de cadres frustrés qui voudraient tirer profit de leur engagement politique, vous comprenez ce que je veux dire, n'est-ce pas ? Permanent dans un syndicat, c'est pas mal, ça casque assez peu et les places sont rares ou très convoitées. Finalement ce sont les éternels dindons de la farce, il faut que ça cesse, bordel ! C'est un aspect de cette crise, la suite après cet article.

"On ne pouvait plus continuer comme ça": scission du NPA à l'issue de son cinquième congrès - BFMTV 12 décembre 2022

Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) s'est scindé en deux à l'issue de son cinquième Congrès ce week-end, le courant des figures historiques Philippe Poutou et Olivier Besancenot prenant acte de ses désaccords politiques avec les défenseurs d'une ligne jugée trop "*sectaire*".

"On était dans une situation, depuis longtemps, où il y avait plusieurs partis dans le parti, avec plusieurs orientations et plusieurs pratiques militantes, et nous qui avons pris l'initiative de la

séparation. On ne pouvait plus, on ne voulait plus continuer comme ça", a expliqué dimanche lors d'une conférence de presse Philippe Poutou

"*Nous décidons de continuer le NPA en actant de la séparation avec ces groupes*", ont précisé dans un communiqué les délégués de son courant, celui de la plateforme B qui avait recueilli 48,5% des suffrages des 2000 adhérents du parti avant ce congrès.

Le porte-parole du parti a plaidé pour "*une volonté à la fois radicale et unitaire*", toujours "*dans une perspective anticapitaliste*" mais avec une plus grande "*disponibilité*" aux luttes LGBT, féministes et écologiques.

Avec cette séparation, "*le NPA a fait le choix de ne devenir ni un front de tendances et d'organisations, ni une secte politique*", a-t-il ajouté, sans se prononcer sur les rapprochements avec la gauche, et notamment LFI.

Avec la plateforme C, qui avait obtenu 45,3% des suffrages, il y a désormais "*une bagarre de légitimité*" autour du NPA, a reconnu lors de cette conférence de presse la porte-parole Christine Poupin, tout en soulignant que son courant B est "*le plus nombreux*" et en revendiquant la "*légitimité historique et politique*".

"*Les porte-parole Olivier Besancenot et Philippe Poutou rompent avec le NPA. Un acte irresponsable!*", a dénoncé dimanche sur Twitter l'un des porte-parole de la plateforme C, Gaël Quirante, qui revendique notamment le soutien du secteur jeunes du NPA.

"*Partout les comités, les fédérations, les branches du NPA doivent se réunir et prendre clairement position*", a-t-il demandé.

Dans un communiqué publié dimanche soir, les partisans de la plateforme C assurent que "*le NPA continuera malgré le départ de ses principaux porte-parole*" et indiquent que "*dès lundi*", ils "*réuniront toutes les instances du NPA*".

Mis en minorité, les intéressés ont donc décidé de quitter le navire, qui tient à conserver sa dimension révolutionnaire.

« *Les quelques scissionnistes de la direction sortante ont fait le choix de tenter de faire exploser le parti au mépris du vote démocratique des militants et militante* », cingle le NPA dans un communiqué, dénonçant un choix « *irresponsable* » dans un contexte où « *la situation nationale et internationale exige que les révolutionnaires resserrent leurs rangs et avancent des perspectives d'émancipation révolutionnaire pour le monde du travail et la jeunesse* ».

« *Il n'y aura pas, comme le défend la France insoumise, de capitalisme à visage humain, ni de révolution citoyenne par les urnes. Nous réaffirmons la nécessité et la possibilité de construire un parti révolutionnaire, car faire reculer le patronat et à terme lui arracher le pouvoir, ne se fera pas par les élections* », poursuit le parti issu de la Ligue communiste révolutionnaire.

Des conclusions partagées par la branche jeunesse du mouvement trotskiste, qui entend également rester fidèle au NPA, accusant Olivier Besancenot et Philippe Poutou de « *quitter le parti pour se tourner vers la gauche institutionnelle, en tournant le dos à tout un pan de l'organisation et ses militants* ». BFMTV et huffingtonpost.fr 12 décembre 2022

J-C - Bref, tous les courants qui se réclament du trotskysme se sont construits principalement dès le départ au détour des années 50 ou depuis la mort de Trotsky en 1940, sur la base de deux

orientations politiques distinctes, l'une liée à la social-démocratie dégénérée, l'autre au stalinisme, le rapprochement avec l'un et l'autre se réalisera dans les syndicats, ceux liés à la social-démocratie rejoignant FO, les autres la CGT contrôlée par le PC. La ligne de fracture entre le courant dit lambertiste et le courant dit pabliste, respectivement l'OCI-PCI-MPPT-PT-POI-POID et la Ligue communiste révolutionnaire ne sera pas incarnée, comme on a voulu nous le faire croire depuis pratiquement la mort de Trotsky ou la scission de la IVe Internationale en 1952-53, soit pendant plus de 70 ans jusqu'à nos jours, par un antagonisme entre partisans de différentes conceptions révolutionnaires, non, elle reposera sur l'abandon des enseignements du marxisme et du socialisme.

Et si certains militants ou ex-militants lisent ses lignes, s'ils sont honnêtes et indépendants, ils auront pu observer de quelle manière la politique que les uns et les autres ont adoptée au cours des trois dernières années l'ont magistralement illustrée, en adoptant le récit frauduleux du réchauffement de nature anthropique et d'une pandémie virale entièrement fabriquée par le Forum économique mondial (Davos) ou encore en accusant la Russie d'être responsable de la guerre actuelle en Ukraine au profit de l'OTAN, le bras armé du clan le plus puissant de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Dans la politique nationale ou internationale de ces différents courants se réclamant du trotskysme, on retrouvera systématiquement cette répartition des rôles au côté du PS ou du PCF. La crise du capitalisme n'en finissant plus et se transformant en crise politique larvée, elle allait conduire à la quasi disparition du PS et du PCF en aiguisant leurs contradictions et les forçant à prendre toujours plus en charge les intérêts des capitalistes, ce qui forcément se répercuterait sur leurs satellites respectifs, qui finalement connaîtraient le même sort, dégénérescence, scission, puis conservation à l'état de débris ou déchets fossilisés. Ils rejoindront Lutte ouvrière qui les avait précédé depuis sa création, en refusant de situer son combat dans la perspective de la construction de la IVe Internationale, son orientation politique oscillant entre un ralliement au stalinisme et un dogmatisme compulsif ou fanatique serviront de marqueur à ce fossile politique demeuré en parfait état de conservation 70 ans plus tard, mais inutile ou nuisible à notre combat.

Personnellement, ayant rejoint initialement le courant lambertiste au cours de ma jeunesse pendant une brève période à la fin des années 70, pendant deux décennies j'allais cesser totalement de militer. Puis, au lendemain du choc du 11 septembre 2001 je renouai avec ce courant politique pour définitivement rompre avec lui en 2005. Pourquoi, qu'est-ce qui s'est passé ? J'avais imaginé que j'allais retrouver un courant politique resté fidèle au marxisme et au socialisme, mais au cours des deux décennies précédentes j'avais acquis une certaine indépendance de penser qui me faisait défaut autrefois que j'allais peaufiner en relisant très attentivement une grande partie des ouvrages des maîtres du marxisme à partir du 11 septembre 2001.

Cette relecture allait donc se passer dans des conditions tout à fait particulière, puisqu'à l'époque j'habitais sur une plage, sous les cocotiers bercé par le ressac de la mer, et non plus dans une HLM d'une ville ouvrière de la région parisienne particulièrement laide. Elle allait se passer pour ainsi dire avec des yeux nouveaux ou fort d'une plus riche expérience de la vie et des hommes, et grâce à cette ouverture d'esprit nouvelle et salutaire, j'allais enfin pouvoir me débarrasser des traces du dogmatisme que j'avais hérité de ce courant politique et qui me collait à la peau, soit dit en passant, on ignore à quel point il peut être ancré dans notre inconscience et il est difficile de l'en déloger.

Je mis peu de temps à comprendre qu'autrefois je m'étais mépris sur la nature de ce courant politique ou que j'avais été trompé sur la marchandise. La lecture d'Informations ouvrières me suffit amplement. Je découvris ensuite que d'autres militants ou dirigeants étaient parvenus à la même conclusion que moi durant ces longues années pendant lesquelles je n'avais pas milité. Mais leurs argumentations comportaient trop de contradictions pour ne pas dire pire, pour que je partage les

enseignements qu'ils en avaient tirés, ce qui les conduisit à reproduire les erreurs qu'ils avaient reprochées à leur dirigeants, j'essayai d'en discuter avec eux, en vain, c'était prévisible, ils n'étaient pas plus honnêtes finalement.

Voilà comment je fus amené en 2008 à dédier ce portail à un nouveau courant politique socialiste dans le cadre du mouvement ouvrier, en rupture avec tous les courants officiels se réclamant du trotskysme. On devrait peut-être en conclure que le trotskysme cessa d'exister à la mort de Trotsky, et que ceux qui s'en réclamèrent furent des imposteurs pour la plupart d'entre eux, surtout chez les dirigeants. Toujours est-il que j'ai décidé depuis quelque temps déjà de ne plus m'en réclamer. Je suis issu d'un milieu ouvrier très pauvre, je suis resté un ouvrier, je suis devenu un militant ouvrier, j'ai adopté le marxisme comme mode de penser ou le matérialisme dialectique, et le socialisme comme méthode pour transformer le monde et nous émanciper du capitalisme, conquérir la liberté.

Depuis que je ne traîne plus le boulet du dogmatisme qui entrave l'esprit, j'ai réalisé d'énormes progrès et qu'on nous avait caché énormément de choses, nos braves révolutionnaires sont les champions de l'autocensure et de l'embrigadement. J'ai fait des découvertes formidables ou je n'ai pas cessé d'accumuler des connaissances dans plein de domaines, encore a-t-il fallu les sélectionner minutieusement car là aussi les charlatans pullulent. J'ai essayé de les exploiter au mieux en les intégrant dans mon orientation politique, et à ma grande surprise je me suis aperçu que tout se tenait, évidemment cela nécessite une actualisation permanente. Quand on a adopté une démarche scientifique, rien n'est figé pour l'éternité ou scellé dans le marbre. On progresse pas à pas, et on ne doit pas craindre de se contredire au besoin, faut-il encore le justifier honnêtement. Ma démarche est logique.

Je tenais juste à préciser que durant toutes ces années, je n'ai jamais changé d'orientation politique, je n'ai jamais rien renié, je suis demeuré fidèle à mes engagements, j'ai combattu la réaction sur tous les plans sans jamais rien lui céder contrairement à mes détracteurs. Etonnant, non ? Non, logique. Voyez à quoi ils en sont arrivés.

Vous vous souvenez que tous ces gens-là sans exception ont voulu vous faire porter une muselière ou vous faire piquer, moi pas, jamais et les faits m'ont donné raison.

Dès lors qui est légitime, qui est réellement indépendant, qui n'est pas corrompu, qui représente les intérêts de la classe ouvrière ou plus largement ceux des opprimés, ces courants politiques ou le mien ?

Cela valait bien un déplacement. Le 2 décembre Macron est venu saluer le maintien de l'esclavage légal en Louisiane.

Mercredi 9 novembre 2022, 790 133, c'est le nombre de personnes qui ont voté pour maintenir l'esclavage légal en Louisiane, a écrit Max Parthas, coordinateur de campagne pour le National Abolish Slavery Network, une organisation qui travaille à augmenter le nombre d'États qui interdisent l'esclavage sans exception.

Dans l'État de Louisiane, 61% ont rejeté la suppression de l'article qui autorise la servitude volontaire comme punition pour un crime. De même, l'interdiction expresse de la servitude et de l'esclavage n'a pas été entérinée au motif que la question référendaire prêtait à confusion. Sana 12 décembre 2022

Totalitarisme. La France s'enfonce dans la dictature dans l'indifférence générale.

Budget : Élisabeth Borne déclenche un neuvième 49.3 - LePoint.fr 12 décembre 2022

La Première ministre a une nouvelle fois engagé la responsabilité de son gouvernement. LePoint.fr 11 décembre 2022

J-C - Et pendant ce temps-là les dirigeants syndicaux et des partis dits ouvriers du mouvement ouvrier continuent de discuter avec le tyran au pouvoir comme si de rien n'était...

A droite toute !

Éric Ciotti président des Républicains, avec un projet (très) proche de celui de Marine Le Pen - Le HuffPost 11 décembre 2022

C'est fait. Éric Ciotti est désormais le président des Républicains. Il s'est imposé (sans grande surprise) face à Bruno Retailleau, en récoltant 53,7 % des voix. Les 91 000 militants LR ont donc comme chef le député des Alpes-Maritimes qui, outre sa volonté de faire de Laurent Wauquiez le candidat de la droite en 2027, a aussi soumis un projet lors de cette élection interne.

Une courte victoire pour le député des Alpes-Maritimes qui montre la division au sein d'un parti tiraillé entre deux camps et deux lignes politiques. La participation a atteint 69,70% au deuxième tour contre 72,67% au premier, a précisé Annie Genevard, la secrétaire générale du parti, au moment d'annoncer le nom du vainqueur.

Un document de 10 pages qui définit ce qui sera désormais la ligne officielle du parti de la rue Vaugirard, et que Le HuffPost a disséqué. Et ce qui saute aux yeux, ce sont les (très) nombreux points que Les Républicains ont désormais en commun avec le Rassemblement national. Et plus précisément avec le projet présenté par Marine Le Pen lors de la dernière présidentielle. Le HuffPost et Journal du Dimanche 11 décembre 2022

Le sénateur Hervé Marseille succède à Jean-Christophe Lagarde et devient officiellement président de l'UDI - Journal du Dimanche 11 décembre 2022

Hervé Marseille, est devenu officiellement ce samedi 10 décembre le nouveau patron du groupe lors d'un vote en congrès où il était le seul candidat. Un parti en difficulté, passé de 30 000 adhérents à sa création en 2012 à 10 000 aujourd'hui. - Journal du Dimanche 11 décembre 2022

EELV : qui est Marine Tondelier, la nouvelle cheffe des écologistes ? - Europe1 10 décembre 2022

Élue samedi à la tête d'Europe Ecologie Les Verts, Marine Tondelier, 36 ans, est connue pour son combat contre le RN à Hénin-Beaumont dans le Pas-de-Calais.

La végétarienne aux yeux verts et aux cheveux châains entend créer "*un grand mouvement de l'écologie politique*" et "*rassembler un million de sympathisants écologistes*" d'ici la fin de son mandat. Dans l'équipe de direction du parti depuis 2013, cette fan de foot et de trail était chargée de l'organisation des journées d'été.

Elle fut notamment assistante parlementaire de Cécile Duflot, directrice de campagne du maire de Grenoble Eric Piolle pendant la primaire écologiste, et porte-parole de Yannick Jadot à la présidentielle.

"*La Nupes, je l'ai fait sur le terrain avant la Nupes*", répond la nouvelle cheffe d'EELV, qui veut "*une suite*" à cette alliance, mais en revoyant la gouvernance. Elle défend aussi une liste EELV autonome aux européennes de 2024.

Elle est originaire d'Hénin-Beaumont, ancienne ville minière du Nord, comme ses grands-parents agriculteurs et pharmaciens, sa mère dentiste et son père homéopathe.

Pour le député RN Bruno Bilde, ex-président du groupe majoritaire au conseil municipal d'Hénin-Beaumont, Marine Tondelier est "*une opportuniste, attirée par la lumière*", qui "*a tout de suite vu l'intérêt médiatique d'exister à travers nous*".

Il affirme qu'elle n'est "*pas du tout appréciée de la population*", rappelant qu'elle n'a fait que 18% aux municipales de 2020, "*alors qu'elle avait réussi à faire une liste PS-PCF-LFI-EELV*". La nouvelle patronne des écolos a combattu à plusieurs reprises Marine Le Pen aux législatives, sans succès, même en 2022 en étant candidate Nupes. Europe1 10 décembre 2022

Qui détient les sous ? Leurs intérêts individuels l'emportent sur nos intérêts collectifs, conclusion : Ils ne sont pas aptes à nous représenter.

La France insoumise se réorganise (et ça passe mal) - Le HuffPost 10 décembre 2022

C'est l'histoire d'un parti accusé de fonctionner en petit comité qui décide, au moment de sa réorganisation, de fonctionner en petit comité. Voilà comment résumeraient ceux qui, à la France insoumise, observent d'un œil sceptique la façon dont Manuel Bompard prend les rênes du mouvement.

A l'Assemblée représentative de LFI à Paris, la composition des différents pôles de la direction a été annoncée aux 160 cadres et militants présents.

Tandis que plusieurs jeunes partisans de Jean-Luc Mélenchon comme Bastien Lachaud, Paul Vannier ou Antoine Léaument font partie de cette "*coordination*", ce n'est pas le cas de figures comme les députés Alexis Corbière, Clémentine Autain, François Ruffin ou encore Eric Coquerel.

Une réorganisation qui intervient dans un contexte où Jean-Luc Mélenchon veut prendre de la hauteur et où son dauphin désigné, Adrien Quatennens, a dû se mettre en retrait de son poste de coordinateur après avoir admis des violences conjugales à l'encontre de son épouse.

Ce samedi 10 décembre, la formation a réuni une Assemblée représentative visant à valider le travail de restructuration entamé il y a plusieurs semaines, et qui devrait faire de Manuel Bompard le nouveau coordinateur du mouvement.

Particulièrement remontée, Clémentine Autain (souvent perplexe sur le fonctionnement de LFI) ne cache pas son amertume. « *J'ai postulé pour être dans le pôle communication, on m'a dit que Sophia Chikirou était déjà dessus. Donc j'ai dit que j'étais disponible pour d'autres tâches et je n'ai aucune nouvelle à ce jour* », dénonçait vendredi l'élue de Seine-Saint-Denis auprès de Libération. (Clémentine Autain est un cheval de Troie. – J-C)

Rebelote ce samedi auprès de l'AFP : « *Alors que le moment appelle pour LFI à la cohésion et l'ouverture, la direction choisit la fermeture et le verrouillage* ». Au centre des crispations, la fameuse « *coordination* » de LFI, cœur du réacteur des décisions du parti.

Une instance à laquelle ne siège ni Clémentine Autain, ni François Ruffin, ni Éric Coquerel, ni Alexis Corbière, ni Raquel Garrido. « *Il serait souhaitable que soit représentée dans la direction toute la nuance du mouvement* », expliquait à l'AFP vendredi Éric Coquerel.

Un appel que n'a pas vraiment entendu Manuel Bompard. « *Ruffin, Autain, Corbière et Garrido n'étaient pas dans la coordination, donc on ne peut pas dire qu'on les met de côté. Quant à Coquerel, il est président de la commission des finances, c'est déjà une grosse charge* », a justifié dans Libération Manuel Bompard.

Ce qui ne convainc pas tout le monde en interne. « *On a l'impression que, pour certains, on a construit des critères pour les exclure, et, pour d'autres au contraire, on leur a trouvé des tâches* », regrette auprès du Monde l'eurodéputée insoumise Leïla Chaïbi.

Réagissant à l'article du quotidien du soir, un ex-collaborateur d'Éric Coquerel, par ailleurs co-référent du livret Quartiers Populaires de la France insoumise, a publié une série de tweets critiquant les orientations prises par le mouvement. Avec ce commentaire sans appel : « *On ne peut pas se satisfaire de cette organisation* ».

Anticipant les remous, Manuel Bompard avait annoncé qu'à défaut d'intégrer la coordination, les figures du mouvement pourront siéger au sein du « *Conseil politique* », composé d'élus, de personnalités et de cadres insoumis. Une sorte de lot de consolation qui peine à convaincre les plus critiques.

« *Ils ont décidé de nous mettre dehors, du coup ils créent un machin pour faire diversion. Il se réunira tous les mois, c'est une blague...* », cingle auprès de l'AFP un poids lourd du groupe LFI à l'Assemblée nationale, avant de charger le député des Bouches-du-Rhône : « *il a fait une direction à sa main - une purge - tout en détenant l'argent* » du parti. Ambiance. Le HuffPost 10 décembre 2022

Les journées d'action bidons en marche...

LFI organise une "marche pour nos retraites" le 21 janvier à Paris - BFMTV 11 décembre 2022

Contre la réforme des retraites, Roussel appelle à de "grands meetings" de la gauche en janvier - BFMTV 11 décembre 2022

CFDT et CGT prêtes à se mobiliser en janvier si le gouvernement maintient sa réforme des retraites - BFMTV 6 décembre 2022

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, Solidaires et FSU ont réaffirmé leur opposition à "tout recul de l'âge légal de départ en retraite comme à toute augmentation de la durée de cotisation", dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion au siège de la FSU aux Lilas, près de Paris.

"Il y aura forcément une première date au moment de l'annonce officielle de la réforme, courant janvier. Et après il y aura d'autres dates, qui seront construites pour faire en sorte que les salariés (...) s'opposent aux 65 ans" et "que ces dispositions soient retirées du projet de loi", a ajouté le "Monsieur retraites" du premier syndicat français (La CFDT-J-C). BFMTV 6 décembre 2022

Bientôt il n'existera bientôt plus que de boulangeries industrielles...

J-C – Plus de bon pain, dommage, quelle dégénérescence !

Je vous aurais bien dit que vous pourriez faire votre pain vous-même chez vous, mais au tarif où sera bientôt l'électricité, cela ferait très cher le pain ! C'est aussi un moyen de liquider tous les petits commerces.

Ils ont tout planifié, mais quand on le dit et qu'on appelle à s'organiser pour résister et les combattre, il n'y a plus personne, personne ne nous prend au sérieux, c'est cela le plus désolant, quitte à être condamné à bouffer de la merde. Finalement si tout le monde s'en fout sous un prétexte ou un autre, je ne blâmerais plus ceux qui s'en prennent à cette masse inerte ou qui refuse de réagir.

Chacun d'entre nous, selon qu'on reste passif ou qu'on s'organise peut aider les autres et s'aider lui-même, ou pourrir la vie des autres et la sienne par la même occasion. On n'est peut-être pas en droit de le dire, mais on a le droit d'y penser puisque c'est la réalité.

Alexandra Faure, boulangère, en pleurs : « Je suis désespérée pour mon travail, pour mes employés, mon mari... » - lemediaen442.fr 10 décembre 2022

La destruction de la France continue. Alexandra Faure, boulangère indépendante à Valdahon dans le Doubs, s'alarme du montant de ses nouvelles factures d'énergie (de 16 000 € elles passeront à 40 000 €/an) et prévoit une hécatombe des petits commerces.

« Je suis désespérée pour moi, pour l'investissement que j'ai donné, pour les dix-huit heures de travail quotidiennes, qui risquent d'être réduits à néant ! Je suis désespérée pour mon mari, je suis désespérée pour mes salariés, pour leur avenir, je suis désespérée pour mes collègues : trente-cinq mille collègues artisans. Donc voilà, je pense que chacun doit prendre conscience de ce qui risque de se produire dans les prochains mois, parce que notre avenir d'artisan d'artisans-commerçants, il est plus que jamais menacé. »

<https://lemediaen442.fr/alexandra-faure-boulangere-en-pleurs-je-suis-desesperee-pour-mon-travail-pour-mes-employes-mon-mari/>

Prix de l'électricité : Un boulanger en liquidation judiciaire alors que son carnet de commandes est plein à craquer - lemediaen442.fr 9 décembre 2022

« Avant, je payais 4 500 € annuellement. Alors là, maintenant, je suis passé à 13 000 € – 14 000 € annuels. C'est un scandale. Moi je veux dénoncer tous ces ministres, tous ces élus qui font de la propagande sur tous les médias. La semaine dernière, on a vu Bruno Le Maire sur BFM qui a dit qu'il ne laisserait crever personne, aucune entreprise, aucun commerçant. Moi, je suis scandalisé, je suis révolté, j'en ai envie de tout brûler, je suis en colère, je suis... je suis en liquidation judiciaire. Je suis endetté. Mais putain ! Mais les boulangers sont en train de crever à petit feu et on va mettre la baguette au patrimoine de l'Unesco. »

Face à l'augmentation des coûts de production, 80 % des boulangers risquent de fermer boutique. Les faillites de boulangeries sont en forte croissance selon le Bodacc (tableau ci-dessous).

2016 - 195 radiations
2017 - 218 radiations
2018 - 222 radiations
2019 - 301 radiations
2020 - 254 radiations
2021 - 297 radiations
2022 - 357 radiations

<https://lemediaen442.fr/prix-de-lelectricite-un-boulangier-en-liquidation-judiciaire-alors-que-son-carnet-de-commandes-est-plein-a-craquer/>

Règlement de compte entre clans mafieux de l'Union européenne sur fond de corruption généralisée.

Arrestation pour corruption de la vice-présidente du Parlement européen - Réseau Voltaire 11 décembre 2022

La police belge a mené une vaste opération pour enquêter sur les soupçons de corruption par le Qatar au Parlement européen. Vendredi 7 décembre, 16 perquisitions ont eu lieu à Bruxelles et en Italie.

La vice-présidente du Parlement européen, la Grecque Eva Kaili (photo), a été arrêtée en flagrant délit pour corruption et blanchiment d'argent. Son père également avec une mallette d'argent liquide. Le total des différentes saisies atteint 600 000 euros. Son compagnon et ancien parlementaire européen, l'Italien Antonio Panzeri, et son assistante parlementaire, la Belge Marie Arena, ont également été placés en garde à vue.

Le groupe socialiste au Parlement européen a immédiatement exclu ces personnalités. Réseau Voltaire 11 décembre 2022

Corruption. Le “Qatargate” au Parlement européen secoue la Grèce - courrierinternational.com 11 décembre 2022

Une vidéo publiée il y a deux semaines par I AVGI refait aujourd'hui surface : celle d'un discours prononcée par Eva Kaïli à la tribune du Parlement pour défendre les conditions de travail au Qatar. *“Eva Kaïli glorifie le Qatar”*, titrait le quotidien de gauche.

“Aujourd'hui, la Coupe du monde de football au Qatar est une preuve concrète de la façon dont la diplomatie sportive peut aboutir à une transformation historique d'un pays dont les réformes ont inspiré le monde arabe”, avait ainsi déclaré Eva Kaïli à la tribune du Parlement européen le 22 novembre.

“À la lumière de ces développements, le discours mémorable d'Eva Kaïli au Parlement européen dans lequel elle fait de formidables déclarations de soutien au Qatar ne devrait plus susciter autant de questions”, tranche le quotidien de gauche Efsyn.

La femme originaire de Thessalonique a également été exclue de son parti PASOK-KINAL.

“Avec l'exclusion de Mme Kaïli se termine une guerre interne qui provoquait des maux de tête au siège du parti”, écrit l'hebdomadaire To Vima. Trop proche de la Nouvelle Démocratie, le parti conservateur au pouvoir, trop éloignée des positions de son propre parti, Mme Kaïli se trouvait dans le viseur depuis plusieurs mois.

“J'ai annoncé il y a un moment que Mme Kaïli n'aurait pas été à nouveau candidate pour nous car elle fonctionnait en cheval de Troie de la Nouvelle Démocratie”, a accusé le président du PASOK, Níkos Androulákis.

La corruption : le plus gros problème du pays

Toutefois, les conséquences internes à la politique grecque sont relayées au second plan par le désespoir de la presse face à une corruption endémique, dans un pays qui multiplie les scandales.

Pour l'hebdomadaire de gauche Documento, *“la corruption généralisée, l'impunité des puissants et l'enchevêtrement de l'élite économique et politique reste le plus gros problème du pays, produisant plus de scandales que l'opinion publique ne peut en ingurgiter”*.

L'incompréhension gagne le média d'opinions Protagon, qui revient de son côté sur les rémunérations des députés européens et interroge *“avec déjà tellement d'argent dans les poches, quel vers vous ronge de l'intérieur au point d'accepter des cadeaux d'hommes en costume ou djellabas ?”* courrierinternational.com 11 décembre 2022

En complément. Les victimes collatérales.

lemediaen442 - Quatre autres arrestations ont eu lieu, dont le compagnon de Eva Kaili, l'italien Francesco Giorgi, qui travaillait comme conseiller parlementaire au Parlement européen dans le domaine des droits de l'homme. Trois autres Italiens ont également été arrêtés. L'ancien député européen social-démocrate Pier Antonio Panzeri, fondateur de l'ONG « *Fight Impunity* », qui lutte contre « *l'impunité pour les violations graves des droits de l'homme et les crimes contre l'humanité* ». Il est considéré comme le chef d'orchestre dans ce complot de corruption ; le secrétaire de la Confédération européenne des syndicats et récemment élu secrétaire général de la Confédération syndicale internationale (CSI), Luca Visentini ; et Niccolo Figà-Talamanca, secrétaire général de l'ONG « *No Peace Without Justice (NPWJ) – Pas de paix sans justice* », qui œuvre pour « *la*

protection et la promotion des droits de l'homme, de la démocratie, de l'État de droit et de la justice internationale ». lemediaen442.fr 11 décembre 2022

Guerre de l'OTAN contre la Russie

L'OTAN n'exclut pas que le conflit en Ukraine mène à une guerre avec la Russie

J-C – Il prend ses désirs pour la réalité ou il veut vous faire peur ce salopard.

Bruxelles, 10 décembre (SANA) Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré que le conflit en Ukraine pourrait conduire à une guerre entre la Russie et l'Alliance atlantique.

"Je crains que la guerre en Ukraine ne devienne incontrôlable et ne devienne une grande guerre entre l'OTAN et la Russie", a déclaré Stoltenberg, dans une interview à la chaîne norvégienne NRK, citée par RT.

De même, le chef de l'Alliance atlantique a indiqué que *"si quelque chose ne va pas, les choses pourraient mal tourner"*.

10 décembre (SANA) - Le ministère russe de la Défense annonce l'abattage de quatre drones ukrainiens et la neutralisation d'environ 180 soldats et mercenaires ukrainiens dans les zones d'opérations au cours des dernières 24 heures

Moscou : L'armée américaine exploite les systèmes de missiles HIMARS du régime ukrainien

New York, 10 décembre (SANA) Le représentant permanent de la Russie auprès des Nations Unies, Vasily Nebenzia, a confirmé que l'armée américaine est celle qui exploite les systèmes de missiles « HIMARS » et ajuste leurs coordonnées pour le régime ukrainien.

"Parmi les armes fournies, il convient de faire la lumière sur le système de missile américain HIMARS, qui est guidé par des satellites militaires américains", a rapporté l'agence Tass, citant Nebenzia lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU à l'initiative de Moscou.

Il a précisé que l'armée américaine est présente sur le terrain pour coordonner les données satellitaires et les informations de renseignement, télécharger des coordonnées précises et utiliser le logiciel HIMARS.

De même, le diplomate russe a regretté que le Secrétariat des Nations unies n'ait pas condamné les attaques du régime de Kiev contre la République populaire de Donetsk, et a rappelé le massacre qui s'y est déroulé ces dernières semaines avec des armes occidentales.

Rapport sur l'état d'avancement de l'opération militaire spéciale sur le territoire de l'Ukraine.

Moscou, 11 décembre (SANA) Le ministère de la Défense de la Fédération de Russie a annoncé aujourd'hui dans son rapport sur l'avancement de l'opération militaire spéciale sur le territoire de l'Ukraine, que jusqu'à 30 militaires ukrainiens ont été neutralisés, et un véhicule blindé de transport de troupes, trois pièces d'artillerie et six véhicules de guerre ont été détruits lors d'actions actives contre des positions militaires ukrainiennes dans les colonies de la région de Kharkiv de Sinkovka, Tabaevka et Krakhmalnoye.

Sur le front Krasno-Limanski, les troupes russes ont poursuivi leurs opérations offensives dans plusieurs directions distinctes et ont saisi de nouvelles lignes et positions.

En outre, trois groupes d'assaut ukrainiens renforcés par des véhicules blindés ont tenté en vain de contre-attaquer les positions des troupes russes en direction des colonies de Zhitlovka, Ploschanka et Kolomyychikha de la République populaire de Lougansk.

Toutes les attaques ont été repoussées et les unités ukrainiennes ont été renvoyées à leurs positions d'origine après avoir subi 65 pertes parmi leurs militaires, tandis qu'un véhicule blindé et deux camionnettes ont été détruits.

En outre, dans les zones de la colonie de Chervonaya Dibrova et dans la forêt Serebryansky de la République populaire de Lougansk, trois groupes ukrainiens de sabotage et de reconnaissance et trois mortiers des forces armées ukrainiennes ont été éliminés.

Dans la direction de Donetsk, les troupes russes ont mené des opérations offensives et tué 40 militaires ukrainiens et détruit deux véhicules blindés de combat et trois camionnettes.

De même, l'ennemi a été vaincu par des tirs d'artillerie et a perdu jusqu'à 40 soldats, un véhicule de combat d'infanterie, deux véhicules de combat blindés et deux camions dans la direction sud-Donetsk.

D'autre part, l'aviation tactique russe a détruit 86 pièces d'artillerie et 177 positions de concentration de troupes et d'équipements militaires ukrainiens en une seule journée.

Au cours de la lutte contre la batterie, deux batteries d'artillerie de la 101 Brigade de défense territoriale et de la 95 Brigade d'assaut aéroportée des Forces armées ukrainiennes ont été touchées sur le front de Krasny Liman, et dans cette même zone, un canon a été touché. peloton de lanceur.

En outre, un système de missile anti-aérien ukrainien Buk-M1 a été touché et les systèmes de défense aérienne ont abattu cinq roquettes du système HIMARS et deux autres du système de lance-roquettes multiples Uragan.

Santé et dictature sanitaire.

Traité international sur la pandémie : l'OMS se réunit pour imposer la censure de la « désinformation » - Réseau International 11 décembre 2022

L'agence de santé non élue se rapproche de l'octroi de pouvoirs de censure sans précédent et juridiquement contraignants.

Les membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une agence internationale de santé publique non élue, se réunissent pour examiner une version préliminaire d'un projet de traité international sur la pandémie qui donnera à l'OMS de nouveaux pouvoirs pour « *lutter contre les informations fausses, trompeuses, la mésinformation ou la désinformation* » et être juridiquement contraignant en vertu du droit international.

Le projet de traité contient diverses dispositions à l'article 16 («*Renforcement de la pandémie et de la littérature en santé publique*») qui obligent les 194 États membres de l'OMS (qui représentent 98% de tous les pays du monde) à cibler la soi-disant désinformation.

Les États membres sont invités à « *effectuer une analyse régulière des médias sociaux pour identifier et comprendre la désinformation* », à concevoir leur propre message pour « *contrer la mésinformation, la désinformation et les fausses nouvelles* » et à gérer les « *infodémies* » (une expression créée par l'OMS et décrivant « *trop d'informations, y compris des informations fausses ou trompeuses dans des environnements numériques et physiques lors d'une épidémie* »).

Alors que les dispositions de l'article 16 n'appellent pas directement les États membres à censurer le contenu considéré comme de la désinformation, une disposition de l'article 14 («*Actions pangouvernementales et autres actions multisectorielles*») ouvre la voie à Big Tech pour effectuer cette censure au nom de l'OMS.

En vertu de cette disposition, les États membres sont tenus de collaborer avec les acteurs non étatiques et le secteur privé par le biais d'une « *approche pangouvernementale globale, multipartite, multidisciplinaire et à plusieurs niveaux* ».

Avant l'existence de ce traité pandémique, Big Tech censurait volontairement en masse tout contenu qu'elle considérait comme de la «*désinformation Covid*», même s'il n'y avait aucun accord ou loi les obligeant à le faire. YouTube a même introduit une politique de grande envergure qui a fait d'aller à l'encontre de l'OMS une violation des règles de YouTube et a supprimé plus de 800 000 vidéos en vertu de cette politique.

Dans le cadre du traité sur la pandémie, les liens entre les gouvernements et les entreprises Big Tech favorables à la censure deviendront encore plus forts et une collaboration sera nécessaire.

Nous avons obtenu une copie du projet de traité international sur la pandémie pour vous ici (<https://docs.reclaimthenet.org/who-international-pandemic-treaty-zero-draft-december-2022.pdf>).

Non seulement ces liens Big Tech-gouvernement sont renforcés par le traité, mais l'OMS a également démontré sa volonté de censurer tout ce qui marque la désinformation. Plus tôt cette année, il a appelé Big Tech à travailler avec lui pour censurer la « *désinformation* » sur la variole du singe.

De plus, l'idée que l'OMS devrait agir en tant qu'arbitre de la vérité est particulièrement ironique étant donné qu'elle a été l'un des producteurs les plus tristement célèbres d'informations trompeuses pendant la pandémie de Covid. Dans un tweet du 14 janvier 2020, l'organisation a déclaré que « *les enquêtes préliminaires menées par les autorités chinoises n'ont trouvé aucune preuve claire de transmission interhumaine* » du coronavirus.

La réunion pour discuter du projet de traité a commencé le 5 décembre et se poursuivra jusqu'au 7 décembre. Elle est suivie par les membres d'un organe intergouvernemental de négociation (INB)

qui a été créé par l'Assemblée mondiale de la santé (AMS), l'organe décisionnel de la OMS, en décembre 2021.

L'INB a été chargé de rédiger et de négocier un « *accord mondial sur la prévention, la préparation et la réponse à la pandémie* ». Cet accord mondial est devenu connu sous le nom de traité international sur la pandémie.

Sur la base du calendrier actuellement proposé, l'INB prévoit de finaliser le traité international sur la pandémie d'ici mai 2024 et de présenter un rapport final à la soixante-dix-septième réunion de l'AMS.

Nous avons obtenu une copie du calendrier actuel proposé par l'INB pour vous ici.

S'il est adopté, le traité international sur la pandémie sera adopté en vertu de l'article 19 de la Constitution de l'OMS. Cet article donne à la WHA le pouvoir d'imposer des conventions ou des accords juridiquement contraignants aux États membres de l'OMS si les deux tiers de la WHA votent en leur faveur.

Ce processus de législation contourne le processus habituel des élus votant sur les lois qui s'appliquent à leur pays en permettant à une poignée de représentants mondiaux de décider des règles qui s'appliquent à tous les pays. Même si les représentants d'un tiers des États membres de l'OMS votent contre le traité international sur la pandémie, celui-ci sera toujours appliqué à leur pays en vertu du droit international.

Non seulement ce processus limite le pouvoir des politiciens de décider des lois qui s'appliquent à leur pays spécifique, mais il limite également le pouvoir des citoyens de tenir les politiciens responsables dans les urnes. La plupart des représentants des États membres sont des diplomates non élus qui restent en poste, même lorsque de nouveaux gouvernements sont élus. Et la plupart des votes qui déterminent si une loi internationale s'applique à un pays spécifique sont exprimés par des représentants d'autres pays.

Malgré ce processus antidémocratique, le traité international sur la pandémie bénéficie du soutien de nombreux pays démocratiques, dont les États-Unis (États-Unis), le Royaume-Uni (Royaume-Uni), le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Conseil européen (CE) (qui représente 27 pays de l'Union européenne). (États membres de l'UE).

Certains politiciens de ces pays se sont opposés au traité et plusieurs pétitions, y compris celles qui peuvent forcer un débat parlementaire sur le traité, ont gagné du terrain.

Cependant, le traité international sur la pandémie est toujours en bonne voie d'être finalisé d'ici mai 2024 et l'OMS n'a montré aucune intention d'abandonner sa prise de pouvoir de grande envergure.
Réseau International 11 décembre 2022

C'est un phénomène naturel.

Chine : Le Covid «*se propage rapidement*» après l'allègement des mesures, alerte un épidémiologiste - 20minutes.fr 11 décembre 2022

J-C - Les virus n'ont pas besoin d'une autorisation administrative de sortie, ils sont libres. Ce que ne supportent pas les autorités, c'est qu'on le revendique aussi pour mener notre combat politique ou faire valoir nos aspirations légitimes. C'est uniquement cela l'origine ou le mobile de toutes leurs mesures dites sanitaires et qui sont politiques et de nature oppressive ou liberticide en réalité.

En empêchant les virus de se répandre normalement parmi les hommes, ils ont perturbé leur diffusion ou le cours normal de leur vie après toutes les contraintes qu'ils ont imposées à la population, particulièrement le port d'une muselière, la distanciation sociale et le confinement, du coup lorsqu'ils ont suspendu ces mesures, les virus ayant retrouvé pour ainsi dire la liberté de se nourrir et de se reproduire sans entraves se sont rattrapés donnant au passage l'impression trompeuse d'une épidémie. Ensuite, des scientifiques ou les autorités malintentionnées exploiteront ce phénomène pour justifier l'imposition à nouveau de leur dictature sanitaire et ainsi de suite.

L'avantage de ce procédé, c'est comme leurs guerres depuis des décennies, il est sans fin, ces sadiques peuvent le réactiver sur commande à tout moment, et le fait de le savoir leur confère un pouvoir si jubilatoire et si absolue sur la population, qu'ils ne l'abandonneront que lorsque nous les aurons éliminés ou chassés du pouvoir.

Imaginez ce que le régime totalitaire chinois avait imposé à la population sans qu'elle bronche pendant plus de deux ans sans aucune justification scientifique, sans que rien ne la menace, sinon le régime lui-même.

Il avait mis en place un système permettant de tracer la totalité de la population, qui fonctionnait 24h/24 et en tout lieu, autrement dit la liberté individuelle la plus fondamentale avait été abolie. C'est comme si un pays d' 1,4 milliard d'hommes et de femmes avait été transformé en un immense camp de concentration. J'ai lu des commentaires de lecteurs dans le blog Réseau International qui défendaient ce régime au nom de la liberté, dont un qui vit en Chine, c'est cela le plus préoccupant ou terrifiant.

La seule façon d'y échapper serait de ne pas emporter notre téléphone portable, à condition de ne pas en avoir besoin pour accéder à un lieu public ou pour effectuer une transaction, à moins qu'ils puissent s'en passer avec la reconnaissance faciale pour vous pister partout. Détruire les caméras de surveillance est légitime.

BFMTV - La Chine a annoncé ce lundi le retrait de l'application utilisée pour tracer les déplacements des habitants et s'assurer qu'ils n'étaient pas dans une zone touchée, nouveau symbole de la sortie de la stratégie zéro Covid.

L'application affichait la liste des villes voire des districts dans lesquels la personne s'était rendus. Si aucun n'était classé "*à haut risque*" (avec un grand nombre de cas), l'application affichait une flèche verte, synonyme de passage autorisé.

La "*Carte des déplacements*", sous la responsabilité du gouvernement central, sera désactivée à partir de mardi matin minuit, plus de deux ans après son lancement, selon un communiqué officiel. BFMTV 12 décembre 2022